OSSTF/FEESO

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Pour publication immédiate : le vendredi 5 novembre 2026

Le personnel de soutien dans les universités est poussé au point de rupture : L'Ontario doit remédier au sous-financement et aux échecs en matière de gouvernance.

TORONTO ON — Aujourd'hui, la Fédération des enseignantes et des enseignants des écoles secondaires de l'Ontario (OSSTF/FEESO) a publié l'étude marquante, « *Au point de rupture : Une étude sur les risques psychosociaux et les conditions de travail du personnel de soutien universitaire* ». L'étude documente le lien entre le sous-financement chronique des universités de l'Ontario et la charge de travail excessive imposée au personnel de soutien. Le sous-financement de l'éducation postsecondaire par le gouvernement actuel a eu un impact direct sur la reconnaissance, le leadership, la transparence et l'équité à l'égard du personnel de soutien dans le système d'éducation postsecondaire de l'Ontario.

L'étude s'appuie sur 603 réponses à un sondage auprès de membres d'OSSTF/FEESO qui sont du personnel de soutien dans six universités de l'Ontario - l'Université Algoma, l'Université Brock, l'Université de Guelph, l'Université d'Ottawa, l'Université Saint-Paul et l'Université Wilfrid Laurier - en plus de la participation de six groupes de discussion.

Plus d'un membre du personnel de soutien universitaire sur cinq qui ont été interviewés déclarent travailler six heures ou plus sans rémunération chaque semaine, tandis que 80 % signalent des pénuries de personnel à leur lieu de travail, et 67 % signalent un gel des embauches. D'ailleurs, seulement 20 % déclarent être informés de manière approfondie ou très approfondie des décisions importantes, des changements ou des projets futurs.

« Le personnel de soutien des universités aide les étudiantes et les étudiants à naviguer leurs études, soutient la recherche et assure le bon fonctionnement des campus au quotidien », a déclaré Martha Hradowy, présidente d'OSSTF/FEESO. « Lorsque des postes restent vacants et que les responsabilités ne cessent de croître, on s'attend à ce que ces travailleuses et travailleurs comblent l'écart. Cela a un coût pour leur propre santé et bien-être, ainsi que pour les services dont dépendent les étudiantes et les étudiants. »

Le rapport établit un lien évident entre le sous-financement de la part du gouvernement provincial et les pénuries de personnel, l'intensification et l'inégalité de la charge de travail, et la détérioration des conditions de travail et d'apprentissage. Le gel des embauches et les postes vacants obligent le personnel restant à assumer des tâches supplémentaires, souvent sans rémunération ni reconnaissance. De plus, les femmes et les personnes handicapées font face à un fardeau disproportionné de surmenage et d'heures de travail non rémunérées.

Ces pressions sont aggravées par des échecs dans la gouvernance. Le personnel a décrit un manque généralisé de transparence, une participation limitée aux décisions importantes et une application non uniforme ou arbitraire des politiques. Seulement 45 % des répondantes et des

répondants au sondage affirment qu'ils font confiance aux renseignements provenant de la direction, et 26 % s'en méfient activement.

Les constatations du rapport montrent clairement que les structures de gouvernance institutionnelle ne parviennent pas à soutenir le personnel et appellent à la mise en place de mécanismes formels pour accroître la transparence et la collaboration.

Au niveau provincial, l'analyse des politiques du rapport cerne que les Ententes de mandat stratégique (EMS/SMA) établissent « des niveaux accrus de contrôle et de surveillance provinciaux ». Il décrit un modèle de financement qui oblige les universités à faire concurrence pour des ressources publiques rares et qui détourne le temps du personnel vers des exigences de rapports complexes qui n'ont rien à voir avec les missions fondamentales des établissements, comme la qualité de l'éducation, la recherche ou le service communautaire.

« Le personnel de soutien ne peut pas continuer à combler les déficits de financement au détriment de son propre temps et de son bien-être », a déclaré Martha Hradowy. « Les universités ont besoin d'un financement stable, d'une direction transparente et de décisions éclairées de la part des personnes qui font le travail. Une hausse du contrôle provincial tout en laissant les établissements sans les ressources adéquates ne résout pas les problèmes cernés par cette étude. Le personnel a besoin d'une voix qui compte, et les étudiantes et étudiants ont besoin d'universités publiques bien soutenues. »

Pour remédier à cette crise, il faut que le gouvernement de l'Ontario et les dirigeantes et dirigeants universitaires agissent. OSSTF/FEESO demande :

- **Un financement provincial adéquat et durable :** Il faut mettre fin au sous-financement chronique et réduire la dépendance des universités aux sources de revenus instables, afin qu'elles puissent maintenir leurs effectifs, soutenir les étudiantes et étudiants et accomplir leur mission d'éducation publique et de recherche.
- **Des effectifs suffisants et des charges de travail durables :** Pourvoir les postes vacants, empêcher le transfert continu de tâches supplémentaires et cesser de dépendre du travail non rémunéré pour assurer le fonctionnement des services universitaires.
- **Une gouvernance universitaire transparente et imputable :** Fournir au personnel des renseignements en temps opportun et une occasion pertinente de contribuer aux décisions qui touchent leur travail, renforcer la collaboration entre le personnel et la direction et veiller à ce que les politiques et les procédures soient appliquées de manière juste et uniforme.

Alors que les gens se réunissent aujourd'hui à Queen's Park pour le rassemblement de l'Association canadienne des libertés civiles, ces constatations soulignent l'importance de la transparence, de l'imputabilité et d'une participation pertinente dans l'ensemble du système d'éducation publique.

OSSTF/FEESO, créé en 1919, représente plus 60 000 membres de partout en Ontario. Ils comprennent le personnel enseignant des écoles secondaires de l'Ontario, le personnel enseignant suppléant, les aides-enseignant(e)s, les éducatrices et éducateurs, le personnel enseignant à l'éducation permanente et les instructrices et instructeurs, les éducatrices et éducateurs de la petite enfance, les psychologues, les secrétaires, les orthophonistes, les travailleuses et travailleurs sociaux, le personnel de conciergerie, le

personnel de soutien des universités, ainsi que plusieurs autres membres du personnel dans le domaine de l'éducation.

-30-

Personne-ressource : Caitlin Reid
Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario
caitlin.reid@osstf.ca
416-576-8346